



HAL
open science

Géopolitique de la "sororité". Construire un sujet féministe universel dans le cadre onusien (1975-1995)

Ioana Cirstocea

► **To cite this version:**

Ioana Cirstocea. Géopolitique de la "sororité". Construire un sujet féministe universel dans le cadre onusien (1975-1995). *Raisons politiques*, 2024, 95, pp.181-204. hal-04867935

HAL Id: hal-04867935

<https://hal.science/hal-04867935v1>

Submitted on 6 Jan 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Géopolitique de la « sororité »

Construire un sujet féministe universel dans le cadre onusien (1975-1995)

Ioana Cîrstocea

Une ample littérature académique et militante traite de l'inclusion des droits des femmes sur l'agenda des institutions internationales et souligne le rôle moteur de l'Organisation des Nations unies (ONU) dans un double processus d'universalisation et de professionnalisation bureaucratique du féminisme. Structuré par une série de rencontres lancée avec l'Année internationale de la femme et la Conférence de Mexico (1975), celui-ci inclut les événements jalonnant la Décennie des Nations unies pour la femme (Conférences mondiales de Copenhague en 1980 et de Nairobi en 1985) et a culminé en 1995 avec la 4^e Conférence mondiale sur les femmes à Pékin. Il a donné lieu à l'adoption de plusieurs plans d'action et d'un traité international (la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, CEDAW, 1979) et a consacré dans les années 1990 les « droits humains des femmes » comme référence militante à dimension universelle et le *gender mainstreaming* comme outil d'action publique trans-sectoriel et multi-niveaux à vocation globale.

Couramment envisagées comme un *continuum* de luttes politiques ayant conduit à l'incorporation des références féministes dans les normes des organisations internationales, les évolutions observées entre la première et la dernière conférence mondiale des femmes, généralement perçues sous l'angle de l'émergence d'un « féminisme global », ne sont toutefois pas linéaires. La période 1975-1995 comprend en effet une césure majeure, à savoir la fin de la guerre froide (chute du mur de Berlin en 1989, démantèlement de l'URSS en 1991). Au-delà du conflit géopolitique entre deux puissances mondiales, c'est l'opposition entre systèmes capitaliste et socialiste qui a défini les relations internationales et les représentations culturelles pendant la seconde moitié du 20^e siècle. Elle a donné lieu à des alliances et à des clivages répercutés dans les arènes multilatérales et à des modes contrastés de politisation des questions sociales, le genre compris¹. Quel en a été l'impact sur la conceptualisation normative internationale des droits des femmes ? Plus spécifiquement, comment les préoccupations et les pratiques des réseaux « globaux » postulant l'existence d'un sujet féministe unifié ont-elles été influencées par la division idéologique et plus

¹Ioana Cîrstocea et Françoise Thébaud, « Le genre, un enjeu central de la guerre froide », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, n° 57, 2023, p. 7-22.

largement par le cadre géopolitique ?

Le processus d'incorporation des préoccupations pour l'égalité des sexes et des sexualités sur les agendas des organismes internationaux a été restitué par des témoignages d'actrices proches de ces institutions, il a été synthétisé dans des publications officielles et fait l'objet de recherches en histoire du féminisme et en sociologie des mobilisations transnationales. La revue exhaustive de ce corpus n'étant pas possible ici, je renvoie à ma récente publication de synthèse et me résume à évoquer les principaux débats².

La plupart des travaux consacrés au « mouvement global des femmes » présentent la période 1975-1995 comme un *continuum* temporel, en soulignant les « succès » des mobilisations par-delà les frontières, les « obstacles » dépassés, les « leçons » à retenir³. Seule une littérature encore restreinte rend compte de l'importance de la guerre froide comme cadre idéologique et géopolitique des pratiques féministes transnationales. Elle dévoile les biais ethnocentriques de toute une historiographie qui ignore tant la perspective des femmes des pays socialistes sur les événements onusiens que les projets internationalistes soutenus par le « bloc de l'Est ». Ces travaux ont notamment mis au jour les activités de la Fédération démocratique internationale des femmes (FDIF), une organisation d'orientation communiste soutenue par l'Union soviétique, fondée en 1945 à Paris et basée par la suite à Berlin-Est. Présente dans des dizaines de pays, la Fédération, qui plaçait les droits des femmes au centre de l'agenda international de la gauche⁴, a impulsé les mobilisations politiques des femmes de par le monde et soutenu des luttes syndicales, anti-impérialistes, antiracistes et antimilitaristes. Dissoute en 1991, la FDIF a organisé pendant plus de quatre décennies des congrès réguliers, elle a diffusé des publications en plusieurs langues et a été à l'initiative de l'Année internationale de la femme, ainsi que de l'adoption de textes normatifs (Déclaration sur l'élimination des discriminations à l'égard des femmes, DEDAW, 1967 ; CEDAW, cf. *supra*) et d'innombrables activités rattachées à la Décennie mondiale de la femme⁵.

²Ioana Cîrstocea, « Avant le *gender mainstreaming*. Relire les travaux sur le “féminisme global” », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, n° 57, 2023, p. 209-233.

³Peggy Antrobus, *The Global Women's Movement. Origins, Issues, and Strategies*, Londres, Zed Books, 2004 ; Devaki Jain, *Women, Development, and the UN. A Sixty-Year Quest for Equality and Justice*, Bloomington, Indiana University Press, 2005 ; Valentine M. Moghadam, *Globalizing Women. Transnational Feminist Networks*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2005 ; M. Snyder, « Unlikely Godmother: UN and the Global Women's Movement », in Myra Marx Ferree et Aili Mari Tripp (dir.), *Global Feminism: Transnational Women's Activism, Organizing, and Human Rights*, New York, New York University Press, 2006, p. 24-50 ; Rawwida Baksh, Wendy Harcourt (dir.), *The Oxford Handbook of Transnational Feminist Movements*, New York, Oxford University Press, 2015.

⁴Eric S. McDuffie, *Sojourning for Freedom. Black Women, American Communism and the Making of Black Left Feminism*, Durham, Duke University Press, 2011, p. 155.

⁵Kristen Ghodsee, *Second World, Second Sex. Socialist Women's Activism and Global Solidarity during the Cold War*, Durham, Duke University Press, 2019 ; Yulia Gradskova, *The Women's International Democratic*

Enfin, sans rapport immédiat avec la thématique des conférences onusiennes, un sous-champ en plein essor analyse l'engagement subjectif et pratique des femmes dans la production et l'application des mesures promues par les États socialistes. Polémiques, ces travaux forment une réflexion théorique stimulante autour d'une version de « féminisme d'État » qui rattachait l'émancipation de genre à un idéal de justice sociale. Inscrivant l'égalité des citoyen·nes dans les constitutions, les gouvernements autoritaires l'ont soutenue par la propulsion des femmes dans des professions masculines et à des postes de responsabilité, ou encore par la socialisation des tâches domestiques – autant de mesures qui faisaient l'objet d'un affichage dans les arènes internationales où elles devaient soutenir la « supériorité » du modèle socialiste.

Sans adhérer spontanément à la thèse selon laquelle la fin de la guerre froide a « revigoré » le féminisme international, j'interroge la genèse et les modes de déploiement du consensus politique proclamé dans les années 1990 autour des « droits humains des femmes⁶ ». En complément de la littérature existante, je propose une perspective analytique qui envisage cette référence comme étant issue d'échanges transnationaux inscrits dans un contexte géopolitique clivé. Adoptant une perspective sociogénétique et mettant de côté les représentations consensuelles aujourd'hui véhiculées dans les milieux militants et bureaucratiques, je cherche à restituer l'émergence, la composition et les modes d'action propres aux groupes qui ont défendu le « féminisme global » contre des agendas concurrents.

Afin d'éclairer les conditions de possibilité des mobilisations transnationales au gré des propriétés sociales et des ressources matérielles et symboliques, des dispositions et des prises de positions des participantes aux rassemblements onusiens, j'ai commencé par enquêter sur un événement situé, à savoir une campagne internationale de collection de signatures sur une pétition qui réclamait la reconnaissance des droits des femmes comme droits humains fondamentaux. Lancée depuis le Center for Women's Global Leadership (CWGL) de Rutgers University à New Brunswick aux États-Unis, elle a connu un large écho à la Conférence mondiale sur les droits humains à Vienne en 1993 et a donné lieu à l'adoption d'une déclaration onusienne en décembre la même année (Déclaration sur l'élimination des violences à l'égard des femmes, DEVAW) ; enfin, elle a conduit à l'inscription de la terminologie des « droits humains des femmes » dans le document final de la Conférence de

Federation, the Global South and the Cold War. Defending the Rights of Women of the "Whole World"?, New York, Routledge, 2020 ; Francisca de Haan (dir.), *The Palgrave Handbook of Communist Women Activists Around the World*, Cham, Palgrave Macmillan, 2023.

⁶Celia Donert, « Women's Rights as Human Rights after the End of History », *Gender & History*, vol. 35, n° 3, 2023, p. 862-880.

Pékin. L'analyse de la trajectoire militante et des groupes de sociabilité de la coordonnatrice de la mobilisation, à savoir l'organisatrice et experte étatsunienne Charlotte Bunch, permet de cartographier l'espace social transnational du « féminisme global » et de déployer une approche prosopographique et sociographique.

Sources et dispositif d'enquête

Démarrée par l'exploration des archives du Center for Women's Global Leadership (CWGL) à Rutgers University, mes recherches ont continué au Rockefeller Archive Center (New York) par la consultation de dossiers relatifs aux subventions accordées par les grandes fondations philanthropiques étatsuniennes à des groupes de femmes qui militaient dans des cadres internationaux pendant la période à l'étude. J'ai ensuite dépouillé les archives de Charlotte Bunch (correspondances, notes de réunions, brouillons, tracts et programmes de manifestations scientifiques et militantes) déposées à la Schlesinger Library (Harvard) ; la collection documentaire de l'International Women's Tribune Centre conservée à Sophia Smith Collection of Women's History (Northampton, Massachusetts) ; les archives des programmes d'études « Femmes et développement » de l'Institute for Social Studies (La Haye). Mon attention s'est également portée sur plusieurs collections de revues anglophones (*Signs*, *Journal of Women in Culture and Society*, *Women's Studies International Quarterly*, *Spare Rib*, *Off Our Backs*, *A Feminist Newsjournal*, *Quest*, *A Feminist Quarterly*, *Isis International Bulletin*), auxquelles s'ajoute *Femmes du monde entier*, la version française du journal de la FDIF) et sur des documents issus des conférences onusiennes (les quotidiens *Xilonen*, *Forum '80* et *Forum '85* ; des rapports et des correspondances liés à l'organisation des forums d'ONG) accessibles en format numérique via la base *Women and Social Movements, International – 1840 to Present* (Alexander Street). Enfin, ma recherche s'est appuyée sur des interviews, des publications et des documents biographiques produits et diffusés par les actrices les plus visibles du « féminisme global », tout comme la littérature académique sur les mobilisations transnationales des femmes pendant la guerre froide⁷.

⁷Mes enquêtes ont été soutenues par l'Agence nationale de la recherche (ANR, programme « GLOBAGENDER », 2013-2016), par le CNRS (programme « Soutien à la mobilité internationale des chercheurs », 2014), par le programme « CIRHUS-RAC Fellowship » (New York University, 2016), le LabEx « TEPISIS » (EHESS, Fonds de préfiguration, 2017-2023), le programme *Social Space, Fields and Relationality in Contemporary and Historical Social Analysis* de l'Université de Varsovie (2022) et par une bourse « Madeline L'engle » de Sophia Smith Spécial Collections (2023). Enfin, cette recherche a bénéficié du soutien indéfectible de mes laboratoires de rattachement (SAGE, Strasbourg jusqu'en 2015 et CESSP, Paris depuis 2015), que je remercie ici, ainsi que tous les organismes précités. Quelques publications rassemblent les premiers résultats de ce travail : Ioana Cîrstocea, « “Global Feminism” as a Transnational Assemblage. Geopolitics of Women's Rights in the (post)Cold War (1975-1995) », in Janet M. Conway, Pascale Dufour, Dominique Masson (dir.), *Cross-border Solidarities in 21st Century Contexts: Feminist Perspectives and Activist Practices*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2021, p. 3-28 ; Ioana Cîrstocea, « Avant le *gender mainstreaming* » ; Ioana Cîrstocea, « Getting Rid of Geopolitics: International Women's Rights in the Late Cold War (1975-1995) », in Sandrine

Pour réfléchir à la production du sujet féministe, au centre du présent dossier thématique de *Raisons politiques*, cet article étudie la relation entre militantisme et institutions et se penche sur les modalités de l'affirmation d'une idéologie qui proclame la solidarité des femmes à l'échelle du monde, progressivement structurée autour des conférences onusiennes. Après une brève présentation de la trajectoire de Charlotte Bunch, que j'envisage comme une « entrepreneuse de cause » (1^e partie), je détaillerai les étapes d'un mouvement auquel elle a pris part à divers titres depuis la seconde moitié des années 1970 (2^e, 3^e et 4^e parties). Se réclamant d'une contestation transnationale de l'ordre patriarcal après la Conférence de Mexico, cette mobilisation visait à dépasser le clivage Nord/Sud et à visibiliser les luttes féministes dans le « Sud global ». Enfin, elle a occulté l'internationalisme communiste et passé sous silence la division Est/Ouest en matière de définition des droits des femmes, comme expliqué dans la dernière partie de l'article, consacrée à l'incorporation de voix issues de l'ancien « bloc de l'Est » dans le périmètre du mouvement « global » pour les « droits humains des femmes ». L'approche sociogénétique et sociographique choisie permet de retracer le processus de gommage des critiques anti-hégémoniques (anti-impérialistes et anticapitalistes) exprimées par des femmes non occidentales dans les arènes multilatérales pendant la période étudiée.

Une trajectoire biographique internationalisée

Organisatrice, experte, écrivaine et enseignante féministe, directrice fondatrice du CWGL et titulaire d'une chaire en *women's and gender studies* à la fin de la décennie 1980, Charlotte Bunch (née en Caroline du Nord en 1944) fait partie des figures les plus visibles du « féminisme global », dont elle est aussi une théoricienne. Les modalités de la professionnalisation et de l'internationalisation de cette femme engagée éclairent des espaces et des logiques d'action enchevêtrés ; les reconstituer finement revient non seulement à élucider la structuration de son « capital militant », mais aussi à se munir d'une boussole permettant de cartographier le « féminisme global » en identifiant les « nœuds » institutionnels d'une plateforme transnationale dotée de ramifications multiples⁸.

Diplômée en histoire et en science politique de Duke University en 1966, Charlotte

Kott, Eva-Maria Muschik, Elisabeth Roehrlich (dir.), *Competition, Cooperation, Convergence: International Organizations and the Cold War*, Londres, Bloomsbury Publishing, à paraître.

⁸L'approche que je développe s'appuie sur des principes méthodologiques formulés dans Pierre-Yves Saunier, *Transnational History*, New York, Palgrave Macmillan, 2013 et Johanna Siméant (dir.), *Guide de l'enquête globale en sciences sociales*, Paris, CNRS Éditions, 2015.

Bunch a intégré par la suite l'Institute for Policy Studies, un *think-tank* basé à Washington, où elle a fait des études de 3^e cycle (1967-1968) puis conduit des recherches de 1969 à 1977, avant de démissionner en s'insurgeant contre l'invisibilisation du travail des femmes en son sein. Cette « vétérane » des combats civiques est politiquement active depuis les années 1960 : elle s'est engagée dans des groupes d'étudiants méthodistes (Young Women's Christian Association et University Christian Movement, dont elle a été présidente au niveau national), le mouvement pour les droits civiques, le Women's Liberation Movement, les luttes LGBT étatsuniennes. Elle a édité des revues (*The Furies* ; *Quest. A Feminist Quarterly*) et signé de nombreuses contributions dans des périodiques militants rassemblés par la suite dans des volumes. Internationalisée, sa trajectoire est jalonnée de participations à des rencontres mondiales des jeunesses chrétiennes, l'organisation d'ateliers préparatoires, de séminaires et d'animations pendant les Conférences de Copenhague (1980) et de Nairobi (1985) ; la structuration d'un réseau transatlantique contre les violences sexuelles (début des années 1980) ; la participation aux Rencontres féministes régionales latino-américaines (Encuentros) ; des enseignements aux États-Unis et dans plusieurs pays du Sud ; la préparation et la coordination de « tribunaux globaux » pour dénoncer et condamner les atteintes aux droits des femmes et les violences basées sur le genre aux Conférences de Vienne et de Pékin⁹.

Depuis Interfem Consultants, le cabinet de conseil qu'elle a fondé à la fin des années 1970, Charlotte Bunch collabore avec des organismes étatsuniens et internationaux. On retrouve parmi eux International Women's Tribune Center (IWTC, voir *infra*), une institution établie à New York dans le sillage de la Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme. La campagne « Women's Rights Are Human Rights » a bénéficié de l'appui de ce centre international et de la Fondation Ford, comme des relations personnelles cultivées par la coordonnatrice dans de multiples cercles sociaux. Ainsi Roxanna Carrillo, qui partage sa vie à l'époque et avec laquelle elle entretient également des relations professionnelles¹⁰, a coorganisé l'édition de 1983 de la rencontre des féministes d'Amérique latine et a travaillé à partir de 1991 pour l'UNIFEM (le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme,

⁹Cf. Sara M. Evans, *Journeys That Opened Up the World. Women, Student Christian Movements and Social Justice, 1955-1975*, New Brunswick, Rutgers University Press, 2003 ; Tami Gold, *Passionate Politics. The Life and Work of Charlotte Bunch. A Joyce Warshaw Film*, Anderson Gold Films, Inc., 2011 ; Kathe Sandler et Beverly Guy-Sheftall, « Charlotte Bunch: Leading from the Margins as a Global Activist for Women's Rights », in Mary K. Trigg, Alison R. Bernstein (dir.), *Junctures in Women's Leadership : Social Movements*, New Brunswick, Rutgers University Press, 2016, p. 139-160. Un *curriculum vitae* de Charlotte Bunch est disponible sur le site internet du CWGL (<https://www.cwgl.rutgers.edu/docman/staff-documents/197-charlottebunch-cv/file>).

¹⁰Attestées par la co-signature de publications et la co-organisation d'activités militantes et expertes.

créé en 1976).

Cette campagne procède d'un double processus de construction de solidarités militantes internationales et d'« universalisation », devenu possible à un moment historique précis, d'un répertoire politique issu des milieux féministes radicaux de la Côte-Est des États-Unis. En même temps, elle est aussi une étape tardive dans un parcours d'une quinzaine d'années et témoigne de la reconfiguration de luttes et de ressources politiques préexistantes. En effet, la référence au « féminisme global », dont Charlotte Bunch se revendique et auquel elle a consacré de nombreux écrits et prises de positions publiques, avait été esquissée au moment de la préparation de la Conférence de Copenhague.

Le « choc » de Mexico

En plus des sommets gouvernementaux, les conférences mondiales des femmes ont comporté des rassemblements (« Tribune » en 1975, « Forum » lors des éditions suivantes) organisés par un comité d'associations dotées de statut consultatif auprès des Nations unies (CoNGO¹¹). Testé en 1972 à la Conférence de Stockholm sur l'environnement et en 1974 au Sommet de Bucarest sur la population, le format de la rencontre associative parallèle au sommet gouvernemental mais n'ayant pas vocation à adopter des résolutions et d'exprimer une position unifiée sur les questions géopolitiques, est recommandée par ses organisatrices comme la « véritable » clé d'une mobilisation citoyenne à l'écart du formalisme des réunions onusiennes officielles.

À Mexico, la présidence de la Tribune est assurée par Mildred Persinger¹², entourée d'un comité incluant des représentantes d'organisations comme l'Alliance internationale des femmes (IAW), le Conseil international des femmes (ICW), la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (WILPF) et la World Young Women's Christian Association (W-YWCA), entre autres. On retrouve parmi ces actrices Rosalind W. Harris, ex-coordonnatrice du rassemblement militant de Bucarest et ancienne membre du Committee of Correspondence, une organisation étatsunienne d'orientation anticomuniste, dissoute en 1969 après la révélation du soutien qui lui avait accordé la CIA au titre de ses activités de surveillance des mobilisations politiques des femmes dans le monde décolonisé¹³.

Les invitées du « tiers-monde » à la Tribune sont des femmes recommandées par des

¹¹La Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations unies (CoNGO) a été créée en 1948.

¹²1918-2018, leader de la Young Women's Christian Association (YWCA) étatsunienne.

¹³Helen Laville, *Cold War Women. The International Activities of American Women's Organizations*, Manchester University Press, New York, 2002.

institutions étatsuniennes, à l'instar des fondations philanthropiques et de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). « Subalternes cosmopolites » selon la formule de Jocelyn Olcott, elles ont étudié dans les métropoles et occupent des positions dans les organismes bureaucratiques de leurs pays ou encore dans les agences onusiennes. On peut évoquer à ce stade deux chercheuses qui seront rattachées au « féminisme global » pendant les années à venir, à savoir l'Indienne Devaki Jain (chercheuse à l'Institute for Social Studies Trust, New Delhi) et la Barbadienne Peggy Antrobus, conseillère auprès du gouvernement de la Jamaïque.

Des recherches publiées ces dernières années révèlent l'ampleur des tensions géopolitiques qui ont marqué l'Année internationale de la femme et la Conférence de Mexico¹⁴. Ainsi, la compétition entre les organisations libérales et la FDIF a été cruciale dans la décision de tenir une conférence mondiale sur les femmes. En effet, lorsque la Fédération annonce un congrès international à Berlin-Est en 1975 pour à la fois fêter le trentième anniversaire de sa création et marquer l'Année de la femme, un lobby basé à New York se mobilise pour demander la tenue d'une conférence onusienne et obtient gain de cause¹⁵. Au-delà de la tension Est-Ouest, le contexte géopolitique est aussi marqué par une véritable « offensive contre-hégémonique » de la part des pays décolonisés¹⁶. Se réclamant du Mouvement des Non-alignés et du Groupe des 77, ils parviennent à dominer l'Assemblée générale de l'ONU par leur importance en nombre et grâce au soutien des pays socialistes. La Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, qui s'est tenue à Mexico du 19 juin au 2 juillet 1975, s'est d'ailleurs soldée par l'adoption de deux documents, dont l'histoire institutionnelle et l'historiographie *mainstream* retiennent particulièrement le Plan mondial d'action, laissant de côté la Déclaration de Mexico. En écho au discours d'ouverture de la conférence prononcé par le président mexicain, cette dernière porte la trace de vifs débats étalés sur deux semaines. Elle formule une critique radicale des rapports économiques à l'échelle globale, exige leur transformation au nom de la souveraineté nationale sur les ressources naturelles, réclame un « nouvel ordre économique international » et insiste sur l'« énorme potentiel révolutionnaire des femmes pour faire advenir le changement économique et social ».

¹⁴Chiara Bonfiglioli, « The First UN World Conference on Women (1975) as a Cold War Encounter: Recovering Anti-Imperialist, Non-Aligned and Socialist Genealogies », *Filozofija i društvo*, vol. 27, n° 3, 2016, p. 521-541 ; Chiara Bonfiglioli, « Women's Internationalism and Yugoslav-Indian Connections: From the Non-Aligned Movement to the UN Decade for Women », *Nationalities Papers*, vol. 49, n° 3, 2020, p. 1-16 ; Jocelyn Olcott, *International Women's Year. The Greatest Consciousness-Raising Event in History*, New York, Oxford University Press, 2017.

¹⁵Jocelyn Olcott, *International Women's Year...*, *op. cit.*, notamment chap. 1 pour des détails.

¹⁶Sandrine Kott, *Organiser le monde. Une autre histoire de la guerre froide*, Paris, Seuil, 2021.

La rencontre de Mexico a été un « choc¹⁷ » pour les participantes originaires des États-Unis et de ses alliés, comme en ont témoigné de nombreuses militantes et expertes nord-américaines, à l’instar de celles interviewées par Kristen Ghodsee¹⁸. Saisies par l’ampleur et la virulence des critiques anticapitalistes, elles y résistent en cherchant à recentrer les débats sur les « véritables problèmes des femmes » ; au cours des prises de parole, des positions antagoniques se structurent autour des questions géopolitiques. À la Tribune, des féministes étatsuniennes comme Betty Friedan condamnent la conférence gouvernementale en tant que manifestation de la politique « mâle » et cherchent à rallier les participantes autour de la dénonciation de l’oppression spécifique des femmes, mais elles se voient accuser d’ethnocentrisme et de visées impérialistes. Quant à la conférence officielle, l’unique prise de position féministe est celle d’Elizabeth Reid, conseillère du Première ministre australien, qui tente en vain d’introduire la notion de « sexisme » dans les documents officiels¹⁹.

La tension ne s’éteint pas après Mexico, bien au contraire. Dans le tiers-monde, le féminisme est vu comme un « concept occidental²⁰ » et la partition du « détournement » des objectifs des rencontres onusiennes par des débats géopolitiques vs. le « recadrage » des échanges sur les « questions proprement féminines » se rejoue lors des deux conférences de la Décennie mondiale des femmes en 1980 et 1985. Le double format étant maintenu à Copenhague et Nairobi, les forums non-gouvernementaux sont préparés par le CoNGO, qui va attribuer des positions de premier plan à des femmes identifiées comme des leaders issues du « Sud global ».

Le « réseautage » comme idéologie et performance

Dès 1976, diverses initiatives dont il n’est pas aisé de faire le tour émergent aux États-Unis ; elles témoignent de stratégies pour anticiper le conflit et « pacifier » les débats Nord-Sud, en proposant des thèmes et des modalités d’échange censés permettre un consensus avec les femmes du tiers-monde. Parmi les premières tentatives de ce type, un colloque sur le

¹⁷Elinor Barber, employée de la Fondation Ford, qualifie la Conférence de Mexico de « révélation », permettant aux Occidentales – « choquées » et « sur la défensive » – de découvrir que leurs convictions féministes ne sont pas partagées (« Inter-Office Memorandum », 23 juillet 1980, Rockefeller Archive Center, Ford Foundation Records, Catalogued Reports, boîte 347, dossier 008157). D’autres témoignages font état d’« hostilité » et de « sensation d’étrangeté » (Mildred Emory Persinger, « Background on Copenhagen. Suggested Meeting for Women Going to Conference », *Women and Social Movements, International. 1840 to Present*), d’« acrimonie » et de « confrontation entre femmes du tiers-monde et femmes des pays développés » (correspondance interne, Fondation Ford, 1^{er} juillet 1980, Rockefeller Archive Center, Ford Foundation Records, Program Action 755-0658, microfiches).

¹⁸Kristen Ghodsee, *Second World, Second Sex...*, op. cit.

¹⁹Jocelyn Olcott, *International Women’s Year...*, op. cit., p. 235 (entre autres).

²⁰Giusi Russo, « “Freedom of Choice is a Western Concept”: Equality, Bodily Rhetoric, and Feminist Fears, 1964-1974 », *The International History Review*, vol. 42, n° 6, 2020, p. 1210-1228.

thème « femmes et développement » est organisé en 1976 à Wellesley College avec le soutien de la Fondation Ford²¹. Rassemblant une partie des participantes à la Conférence de Mexico, des chercheuses en *area studies* actives dans les universités étatsuniennes et des représentantes des organismes de coopération au développement, la rencontre débouche sur des débats houleux et une partie des participantes en contestent le principe même. Véritable dénonciation des logiques néocoloniales de l'aide internationale au développement, la manifestation donne en effet lieu à l'expression d'une volonté de reprise en main par les destinataires des programmes occidentaux conduits dans les pays du Sud²².

Une seconde rencontre, quelques jours seulement après celle de Wellesley²³, permet aux organisatrices étatsuniennes de rétablir un cadre d'échanges pacifié avec des ressortissantes des pays décolonisés consolidé au fil des ans au titre d'un courant de production de savoirs experts institutionnalisés sous le label Women in Development (WID). Il se revendique de la perspective critique proposée par l'économiste danoise Ester Boserup, et notamment de sa dénonciation des biais genrés d'une économie du développement qui ignore le travail informel et, partant, la contribution économique des femmes²⁴. Les agences de coopération avec lesquelles Boserup collabore s'en inspirent. Ainsi, l'USAID met en place en 1978 un bureau WID dont la direction est confiée à Arvonne Fraser²⁵, tandis qu'un groupe de travail du même nom s'organise à l'initiative des États-Unis au sein du Development Assistance Committee de l'OCDE. Enfin, l'Association pour les femmes dans le développement (AWID) se structure aux États-Unis²⁶.

Parmi les partenaires de cette dernière, on retrouve un organisme issu de la Tribune de Mexico, International Women's Tribune Center (IWTC), enregistré comme association étatsunienne à but non lucratif en 1978, mais actif dès 1976. Ses animatrices expliquent avoir souhaité, en assurant la pérennité du Centre, ne pas laisser s'éteindre l'enthousiasme militant

²¹Rockefeller Archive Center, Ford Foundation Records, Program Action 755-0658 (microfiches).

²²En 1977 l'Association des femmes africaines pour la recherche et le développement – AFARD/AAWORD est fondée par des participantes à cet événement. Voir Jocelyn Olcott, « Solidarity Struggles: Transnational Feminisms and Cold War Lefts in the Global South », in Michele Di Donato et Mathieu Fulla (dir.), *Leftist Internationalisms: A Transnational Political History*, Londres, Bloomsbury Academic, 2023, p. 173-188. Une partie des travaux de la rencontre furent publiés, à l'exclusion de ceux qui portent une perspective critique radicale sur le développement, cf. Kelly Coogan-Gehr, *The Geopolitics of the Cold War and Narratives of Inclusion*, New York, Palgrave Macmillan, 2011.

²³Elle réunit 60 participantes choisies (505 personnes avaient été conviées à la première rencontre).

²⁴Ester Boserup, *Woman's Role in Economic Development*, Londres, George Allen & Unwin, 1970.

²⁵Arvonne Fraser (1925-2018), militante féministe et femme politique, représentante des États-Unis au Comité pour le statut de la femme de l'ONU et partenaire de vie du sénateur démocrate Donald Fraser.

²⁶Les contributions rassemblées dans Arvonne S. Fraser et Irene Tinker (dir.), *Developing Power. How Women Transformed International Development*, New York, The Feminist Press at CUNY, 2004 restituent l'histoire du courant WID vue par ses protagonistes. Voir aussi Irene Tinker, *Visioning an Equitable World. Reflections on Women, Democracy, Education, and Economic Development*, Portland, Inkwater Press, 2016.

suscité par la conférence onusienne tout en proposant une organisation efficace pour répondre aux demandes d'informations et de contacts reçues après la fin de l'Année internationale de la femme²⁷. L'administration pratique de l'IWTC, dont Mildred Persinger est présidente jusqu'en 1983, est confiée à une petite équipe coordonnée par Anne S. Walker, une éducatrice australienne au parcours internationalisé²⁸.

Soutenu par plusieurs agences gouvernementales européennes de coopération au développement, par United Methodist Church et par les fondations Ford, Rockefeller et Carnegie, l'IWTC est géographiquement situé près du siège de l'ONU à New York. Les documents d'archives indiquent aussi une importante proximité sociale, voire un véritable « entre-soi » attesté par des échanges et des rencontres informels (visites, déjeuners, conversations téléphoniques) entre les membres du centre et des personnes employées par les agences onusiennes, des institutions gouvernementales, ou encore les fondations philanthropiques. Celles-ci communiquent aux animatrices du centre des éléments sur les programmes et les débats internationaux en cours et donnent des conseils en amont du dépôt des demandes de financements qui aident l'IWTC à conduire ses activités.

Engagé dans l'organisation des Forums de 1980, 1985 et 1995, l'IWTC se définit comme « un réseau de réseaux²⁹ » ayant pour mission d'être une plaque tournante d'échanges entre groupes de femmes du Nord et du Sud. Ses listes de contacts sont en effet alimentées régulièrement et font assez tôt l'objet d'un traitement informatique. Le centre propose son soutien aux femmes du tiers-monde, il collecte et distribue des informations sur leurs activités, publie des bulletins et des manuels d'aide à la recherche de financements et de modèles pour structurer leur travail. Tant les correspondantes internationales de l'IWTC que ses proches y voient une parenté et même une continuité avec le Committee of Correspondence, à l'instar de Rosalind W. Harris, interviewée en 1986 pour le premier travail

²⁷L'idée d'une institution pérenne existait pourtant dès de juin 1975 d'après un document qui évoque une démarche stratégique de « consolidation » par : la collecte de matériaux, noms et adresses pendant la Conférence de Mexico ; la composition de listes par régions ; la perception d'une taxe de participation pour financer la publication d'un répertoire ; l'obtention d'un soutien matériel pour maintenir un siège le temps de la préparation du répertoire ; l'organisation de conférences régionales. Quelques noms y figurent : Nadia Youssef, Devaki Jain, Ella Bhatt, Adrienne Germain, Marcia Ximena Bravo (Mildred Persinger, « Note for a Follow-up of the Tribune », accessible dans la base *Women and Social Movements, International – 1840 to Present*).

²⁸Née en 1937, elle a étudié et travaillé au Royaume-Uni, a intensément voyagé en Europe et en Amérique du Nord, a coorganisé la branche fidjienne d'YWCA, a participé à la Conférence de Mexico et au colloque de Wellesley et terminait en 1976 un doctorat en communication à l'Université d'Indiana. Elle a quitté le poste de directrice exécutive de l'IWTC en 2002 (Anne S. Walker, *A World of Change: My Life in the Global Women's Rights Movement*, Arcadia, North Melbourne, 2018).

²⁹*A Report on the External Evaluation of the Work of the International Women's Tribune Centre, 1976-1986*, Rockefeller Archive Center, Ford Foundation Records, Program Action 895-1286 (microfiches).

d'histoire de cette organisation à la réputation sulfureuse³⁰. Pourtant, la dimension internationale affichée dans l'intitulé et dans la composition du comité de direction de l'IWTC³¹ n'est pas un objectif facile à atteindre, comme le montrent divers documents qui témoignent de tentatives entreprises au début des années 1980 pour élargir le bassin de collaboratrices et le spectre des activités au-delà du cercle originaire³². Au tournant des années 1990 toutefois, les bailleurs du centre reconnaissent son rôle dans le « mouvement global des femmes » et démultiplient ses ressources au titre de la préparation de la Conférence de Pékin³³.

Le « réseautage » est un terme omniprésent dans les projets déposés par l'IWTC et semble être à la fois une référence idéologique à la solidarité militante transnationale et un enjeu purement pratique, permettant aux actrices basées aux États-Unis non seulement de connaître les activités politiques des femmes aux quatre coins du monde et de les communiquer à ses multiples interlocuteurs institutionnels, mais aussi d'occuper l'espace discursif et l'espace physique, y compris lors des rencontres onusiennes. En effet, l'IWTC ouvre et gère en 1980, à la Conférence de Copenhague, un lieu devant faciliter les contacts ; il y accueille sous le chapeau Vivencia ! des ateliers et des expositions. À son tour, l'USAID offre sous le label The Exchange une série de sessions adressées aux femmes des pays en développement, préparées conjointement par une employée de la Fondation Carnegie et par Peggy Antrobus (cf. *supra*). Les rencontres sont observées par des collaborateurs rémunérés de l'agence gouvernementale étatsunienne, qui en rédigent les rapports, ce qui ne manque pas de susciter quelques soupçons de la part des participantes.

Promouvoir les réseaux « par-delà » les frontières vise à effacer les tensions idéologiques en privilégiant la dimension pratique et technique (*how-to*) des activités proposées en collaboration avec des femmes du tiers-monde. Tous ces efforts sont relatés dans les journaux des conférences, publiés par le CoNGO et l'IWTC, qui se chargent également du

³⁰Smith College, Special Collections, Sophia Smith Collection, Committee of Correspondence Records SSC-MS-00340, Box 55, Oral History of Rosalind W. Harris.

³¹Devaki Jain et Peggy Antrobus en font partie.

³²Rockefeller Archive Center, Ford Foundation Records, Grant 0810-0241, « Inter-Office Memorandum », 29 juillet 1983 (microfiches).

³³Rockefeller Archive Center, Ford Foundation Records, Program Action 940-0827 (microfiches). Une publication de l'IWTC parue à l'occasion de la préparation de la Conférence de Pékin dresse une histoire graphique du mouvement féministe international jalonnée, d'une part, par des mobilisations pour la plupart occidentales (à savoir : le 8 mars 1911, première commémoration de la grève de 1857 des ouvrières de l'industrie textile à New York ; début des années 1970, campagne « Take Back the Night » ; 1976, Tribunal international de Bruxelles sur les crimes contre les femmes ; 1981, déclaration de la Journée internationale de lutte contre les violences à l'égard des femmes lors de la 1^{ère} Rencontre féministe latino-américaine) et, d'autre part, par les dates de la consolidation institutionnelle des préoccupations pour les droits des femmes à l'ONU (*The Tribune. A Women and Development Quarterly*, 52, 1994 (Beijing 1995, no. spécial 1, p. 17 et suiv.).

recrutement des journalistes³⁴. Enfin, conservateur des archives des rencontres non gouvernementales, l'IWTC devient *de facto* le principal organisateur de la mémoire de ces événements onusiens. Celle-ci porte une attention particulière aux groupes transnationaux organisés selon une dimension Nord-Sud, pourtant peu nombreux et peinant à se stabiliser.

Issu d'un séminaire tenu à Mexico à la veille de la conférence de 1975 par l'Association américaine pour l'avancement des sciences (AAAS), un tel groupe s'organise depuis les États-Unis autour de la question du crédit pour les femmes et s'institutionnalise sous la forme d'un organisme enregistré en 1979 aux Pays-Bas (Women's World Banking), qui va collaborer avec diverses agences onusiennes³⁵. Un réseau pour débattre des questions sur les enseignements et les recherches en *women's studies*, lancé en mai 1980 par une rencontre d'expertes à l'UNESCO, organise à Copenhague des ateliers coordonnés par Florence Howe³⁶ et soutenus par la Fondation Ford. Durant les années suivantes, il va assister l'établissement de programmes de *women's studies* dans des pays du Sud, éditer des publications et tenir des congrès internationaux³⁷. À Copenhague est également discutée l'organisation d'un regroupement de professionnelles des médias (Women's News International, Women's International Press Service, ou Women's International Media Network), qui émerge dans le giron de l'IWTC³⁸. Il cherche notamment à observer les activités d'Inter-Press Service, un consortium international établi pour contourner le monopole des agences occidentales sur les médias par des États décolonisés réclamant un « nouvel ordre international de l'information et de la communication ». C'est aussi à Copenhague que naît l'idée d'un collectif contre le trafic international et l'exploitation sexuelle des femmes, qui sera hébergé par l'IWTC et soutenu par la Fondation Ford pendant trois ans. Il donnera lieu à un atelier international et à une publication, les deux codirigés par Charlotte Bunch³⁹, avant que la mission de coordination du groupe ne soit transférée à Koryne Horbal⁴⁰.

En dépit des préparatifs voués à éviter les débats idéologiques, « les femmes du tiers-

³⁴Suite aux accusations de partialité après Mexico et Copenhague, l'équipe éditoriale réunie à Nairobi est majoritairement féminine et inclut aussi des journalistes venues de pays socialistes et des pays décolonisés.

³⁵Michaela Walsh, *Founding a Movement. Women's World Banking 1975-1990*, New York, Cosimo Books, 2012 et Margaret Snyder, *Transforming Development: Women, Poverty and Politics*, Londres, Intermediate Technology Publications, 1995.

³⁶1929-2020, professeure étatsunienne de littérature et coordonnatrice de collection à Feminist Press.

³⁷*International Supplement to Women's Studies Quarterly*, n° 1, 1982 ; des congrès interdisciplinaires internationaux ont été organisés par ce groupe en 1981 (Israël), 1983 (Pays-Bas), 1987 (Irlande), 1990 (États-Unis). Pour des détails sur les trois premières éditions, voir Carol Schreier Rupprecht, « Third International Interdisciplinary Congress on Women », *Signs*, vol. 14, n° 1, 1988, p. 235-242.

³⁸Charlotte Bunch est consultante du projet.

³⁹Kathleen Barry, Charlotte Bunch, Shirley Castley, *International Feminism. Networking against Female Sexual Slavery. Report of Global Feminist Workshop against Traffic in Women*, IWTC, New York, 1984.

⁴⁰1937-2017, femme politique, représentante des États-Unis au Comité pour le statut de la femme.

monde se sont emparées de la Conférence⁴¹ » de Copenhague, comme elles l'avaient fait à Mexico, pour dénoncer la domination économique internationale au nom du développement, plutôt que la domination masculine, dans une optique politique qui voit dans les inégalités économiques l'enjeu primordial. Cinq ans plus tard, à Nairobi, un regroupement de féministes du Sud, Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN), fait toutefois son apparition et, à nouveau, l'IWTC se retrouve parmi les structures institutionnelles qui en ont facilité l'éclosion. Organisé avec le concours de la Fondation Ford, DAWN compte parmi ses fondatrices plusieurs femmes actives pendant la Décennie onusienne (dont Peggy Antrobus et Devaki Jain⁴²). De nombreuses militantes féministes et expertes occidentales (parmi lesquelles Charlotte Bunch) ont participé à des consultations préalables au lancement du manifeste de ce groupe ainsi qu'aux sessions thématiques qu'il a proposées à Nairobi. Dépeint comme porteur d'une critique féministe de l'économie du développement, et même comme une expression de l'internationalisme de gauche dans le contexte de la guerre froide⁴³, le réseau est régulièrement présenté comme une expression de la diversification des ancrages géographiques, voire de la « globalisation » du féminisme. Tout en affichant une apparente neutralité, se qualifiant d'« apolitique » face aux enjeux géopolitiques qu'il prétend dépasser, DAWN reste pourtant fort attaché à l'univers pratique et idéologique du capitalisme libéral. Ses activités n'incluent pratiquement jamais de partenaires des pays est-européens, tandis que les rencontres où sont invitées des « socialistes de couleur⁴⁴ » sont préparées avec le concours d'experts en psychologie comportementale qui apprennent aux organisatrices des techniques censées prévenir et désamorcer les conflits idéologiques. Enfin, DAWN entretient une collaboration étroite avec les porte-paroles occidentales du courant WID, dont ses fondatrices sont proches par leurs expériences de socialisation intellectuelle et professionnelle⁴⁵.

D'autres groupes transnationaux, également organisés dans le giron d'institutions étatsuniennes et avec leur soutien, se sont consolidés après la Conférence de Nairobi, par exemple : International Women's Health Coalition, Women Living Under Muslim Law,

⁴¹Propos cités dans un recueil de commentaires publié dans *Forum* '80, 21 juillet 1980, p. 4.

⁴²Le 26 janvier 1983, Devaki Jain prononce à l'OCDE une conférence intitulée « Development as if Women Mattered. Or Can Women Build A New Paradigm? » (texte disponible dans *Women and Social Movements, International – 1840 to Present*).

⁴³Jocelyn Olcott, « Solidarity Struggles... », art. cité.

⁴⁴Lettre de Carmen Barroso (Fundación Carlos Chagas) à Charlotte Bunch (IWTC, International Feminist Networking Coordination Project), 29 mai 1985, dans Schlesinger Library, Radcliffe Institute, Harvard University, Charlotte Bunch Papers, MC 708, boîte 46, dossier 9.

⁴⁵Pour d'autres détails, voir Ioana Cîrstocea, « “Global Feminism” as a Transnational Assemblage... », art. cité ; Jocelyn Olcott, « Solidarity Struggles... », art. cité. ; Jocelyn Olcott, « Décoloniser le développement. Mobilisations de femmes des Suds dans la guerre froide tardive », trad. fr. Françoise Thébaud, *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, n° 57, 2023, p. 197-208.

International Women's Rights Action Watch⁴⁶.

La solidarité des femmes à l'échelle « globale » : un enjeu de diplomatie culturelle ?

Comme on l'a vu, le fait de revendiquer l'existence de préoccupations partagées, voire d'un mouvement et d'un sujet féministe unifiés, est un véritable enjeu idéologique dans le « camp » occidental vers le milieu de la Décennie mondiale des femmes. Les groupes déjà évoqués ne sont pas les seuls concernés par cette problématique et le vocabulaire de la « sororité mondiale » a été intensément mobilisé dans d'autres cadres, au moment où le Mouvement des Non-alignés et sa réclamation d'un « nouvel ordre économique international » et d'un « nouvel ordre international de l'information et de la communication » déstabilisent les équilibres géopolitiques et invoquent la « force révolutionnaire » des femmes⁴⁷.

En mars 1976 à Bruxelles, se tient un Tribunal international pour dénoncer et condamner les crimes sexistes. Il proclame la solidarité universelle au nom de l'oppression de genre et dénonce les diverses manifestations de l'Année onusienne comme des formes de confiscation de la parole politique des femmes, dans le sillage des positions anti-institutionnelles présentes dans les milieux de la seconde vague des mouvements féministes occidentaux⁴⁸. Ses organisatrices se concentrent sur des sujets relatifs à la politisation de la sexualité, ainsi qu'à l'exploitation et à l'oppression des femmes au sein du couple hétérosexuel et de la société patriarcale. Peu documenté dans les archives auxquelles j'ai eu accès jusqu'à présent et très peu étudié par ailleurs⁴⁹, le Tribunal a été annoncé par un groupe qui se présentait comme l'International Feminist Network. Les publications qui en gardent la trace évoquent l'engagement de plusieurs militantes radicales étatsuniennes et ouest-européennes. Quelques-unes sont rattachées à Isis International, une organisation alors basée à Rome (plus tard à Santiago de Chili et à Manille), qui **recueillait et archivait** depuis 1974 des publications produites par des groupes de femmes et a fait partie des partenaires stables de

⁴⁶Une partie d'entre eux ont été étudiés dans V. Moghadam, *Globalizing Women*, *op. cit.*. Sur l'IWHC voir M. Caulier, *De la population au genre. Philanthropie, ONG et biopolitiques dans la globalisation*, Paris, L'Harmattan, 2014. International Women's Rights Action Watch a été fondé et animé par Arvonne Fraser, ex-responsable du bureau WID de l'USAID, cf. Ioana Cîrstocea, « "Global Feminism" as a Transnational Assemblage... », art. cité.

⁴⁷Des réunions du Mouvement des Non-alignés sur la question des femmes ont eu lieu à Bagdad en 1979, à La Havane en 1981, au Caire avant la Conférence de Nairobi, cf. Devaki Jain, « A View from the South : A Story of Intersections », in Arvonne S. Fraser et Irene Tinker (dir.), *Developing Power...*, *op. cit.*, p. 128-137.

⁴⁸Diane E. H. Russell, N. Van de Ven, *Crimes against Women. Proceedings of the International Tribunal*, Berkeley, Russell Publications, 1990 (3^e édition) : à la page 10, la Conférence de Mexico est citée au même titre que le congrès de Berlin-Est organisé par la FDIF en septembre 1975.

⁴⁹Margot Giacinti, « Le Tribunal international des crimes contre les femmes (mars 1976). Un moment-clé dans la conceptualisation du féminicide ? », *Cahiers du Genre* no. 73 (2, 2022), p. 85-110.

l'IWTC. Proclamant en lettres majuscules le pouvoir de la « sororité » et de la « sororité internationale », le rapport du tribunal, paru en 1976, a été republié en 1984 avec une préface de Charlotte Bunch et a connu une troisième édition en 1990⁵⁰.

Également peu visibles, mais pas complètement absentes des archives que j'ai consultées, les rencontres des féministes d'Amérique latine (Encuentros, organisées à partir de 1981) furent quant à elles soutenues par les fondations étatsuniennes et des féministes du « Nord » y ont régulièrement participé. La tension entre deux lignes idéologiques traverse constamment ces rencontres. La proclamation d'une politique féministe « autonome », conduite au nom de la dénonciation de l'oppression patriarcale et de l'affirmation de la libération sexuelle, ne cesse de se heurter à la pratique, répandue et historiquement ancrée sur le continent, d'un militantisme pluriel de femmes insérées dans les luttes des partis et des mouvements révolutionnaires avec lesquels elles partagent des positions anticapitalistes et anti-impérialistes⁵¹.

L'ouvrage *Sisterhood is Global*⁵², paru en 1984 à New York, vient étayer l'hypothèse de la construction subtile, depuis les États-Unis, du féminisme comme cause potentiellement fédératrice par-delà les frontières géopolitiques et du sujet « femme » comme porteur d'une lutte émancipatrice qui échapperait au clivage de guerre froide. Édité par Robin Morgan, féministe radicale active dans la rédaction du magazine *Ms.*, il traduit un projet censé répondre aux tensions exprimées pendant la Décennie mondiale des femmes. La coordinatrice du volume accueille en 1980 des dissidentes expulsées d'URSS et organise pour elles des conférences de presse aux États-Unis⁵³ ; elle lance ensuite son projet d'anthologie pour documenter la condition des femmes dans le monde et révéler leur commune oppression par-delà les différences de régime politique. Réalisé en partenariat avec quelques-uns des organismes et des individus déjà évoqués ici⁵⁴, le livre a été critiqué par la presse féministe

⁵⁰Diane E. H. Russell, N. Van de Ven, *Crimes against Women*, p. 7, p. 198-201. Le document mentionne la participation de 2 000 femmes de 40 pays, rassemblées pour dénoncer les multiples formes d'oppression et de violence qu'elles subissent. Un complément à la 3^e édition défend la force du « féminisme en tant qu'idée indépendante » et fait le vœu d'un « féminisme global » (p. 198). La première édition de *Isis International Bulletin* est également consacrée au Tribunal de Bruxelles. En français, l'Université des femmes (Bruxelles) annonce en septembre 2024, la publication d'une édition augmentée des *Actes du tribunal international des crimes contre les femmes* avec annotations critiques et analyse historique par Milène le Gof avec l'aide de Sigrid Dieu pour la traduction.

⁵¹Nancy Saporta Sternbach *et al.*, « Feminisms in Latin America: From Bogotá to San Bernardo », *Signs*, vol. 17, n° 2, 1992, p. 393-434.

⁵²Robin Morgan, *Sisterhood is Global. The International Women's Movement Anthology*, New York, Anchor Press/Doubleday, 1984.

⁵³Carol Anne Douglas, Tatyana Momonova, Tacie Dejanikus, « Interview: Russian Feminists Challenge Phallocracy », *Off Our Backs. A Feminist Newsjournal*, vol. 10, n° 11, 1980, p. 2-3 et 20.

⁵⁴La Fondation Ford et United Methodist Church font partie des bailleurs du projet ; Charlotte Bunch, Arvonne Fraser, Betty Friedan, Elizabeth Reid, Diana Russell (entre autres) figurent parmi les partenaires, Peggy

comme par des publications académiques, qui ont souligné les présupposés ethnocentriques et anhistoriques du projet ainsi que le choix, idéologiquement orienté, des contributrices⁵⁵.

C'est, enfin, Charlotte Bunch qui formule une ligne politique potentiellement « œcuménique », libérée des limites et des impensés de la plupart des propositions alors en circulation. Elle propose une définition contextualisée des enjeux féministes, variables localement tout en restant orientés par un noyau conceptuel stable. Cette définition est double et comprend, d'une part, « l'achèvement de l'égalité, de la dignité et de la liberté de choix, par le pouvoir des femmes à contrôler leurs vies et leurs corps, dans et en dehors de la maison », et, d'autre part, « la disparition de toutes les formes d'iniquité et d'oppression, par la création d'un ordre social et économique plus juste, au niveau national et international⁵⁶ ». Reprise par des féministes du Sud (telles que Peggy Antrobus et les autrices du manifeste de DAWN) et adaptée dans de nombreuses publications militantes, cette définition a été mise en circulation à la fin des années 1970.

Au moment où elle devient visible dans le périmètre des manifestations liées à la Décennie mondiale des femmes, Charlotte Bunch – qui avait préféré ne pas participer à la Conférence de Mexico, consciente du nombre élevé d'Américaines susceptibles de s'y rendre et de monopoliser ainsi l'événement⁵⁷ – est âgée de 36 ans et coédite la revue *Quest. A Feminist Quarterly*. En 1978, un dossier thématique consacré au « féminisme international⁵⁸ » y réunit des contributions de Devaki Jain (« Can feminism be a global ideology ? ») et d'Elizabeth Reid (« Women, economic development, and the UN »), ainsi que des commentaires sur le tribunal de Bruxelles (par Diana Russell) et le colloque de Wellesley (par Nawal el Saadawi, Fatima Mernissi et Mallica Vajrathon⁵⁹).

Charlotte Bunch participe aussi à un atelier organisé à Bangkok par l'Asian and Pacific Center for Women and Development (APCWD), un bureau de l'ONU créé en 1977 et dirigé dans un premier temps par Elizabeth Reid, avec lequel Anne S. Walker de l'IWTC collabore également. Tenue en juin 1979, cette rencontre est co-organisée par WAND (Women and

Antrobus et Devaki Jain parmi les auteures de contributions, aux côtés de la dissidente antisoviétique exilée Tatiana Mamonova.

⁵⁵Quelques exemples dans *Off Our Backs*, vol. 15, n° 3, 1985, p. 20-21 ; *Signs*, vol. 11, n° 2, 1986, p. 390-392 ; *Contemporary Sociology*, vol. 15, n° 1, 1986, p. 106-107 : le panel de contributrices comprend de nombreuses exilées qui critiquent les régimes de leurs pays d'origine, les femmes des États socialistes sont sous-représentées, etc.

⁵⁶Charlotte Bunch, « Developing Strategies for the United Nations Decade for Women », in Charlotte Bunch, *Passionate Politics. Feminist Theory in Action. Essays, 1968-1986*, New York, St. Martin's Press, 1987, p. 283-300 (ici p. 286).

⁵⁷Charlotte Bunch, F. Doughty, « IWY-Feminist Strategy for Mexico City », *Off Our Backs*, vol. 5, n° 5, 1975, p. 6.

⁵⁸*Quest*, IV, 2, 1978.

⁵⁹Les deux premières font partie des membres fondatrices d'AFARD et de DAWN.

Development Unit de l'Université West Indies, coordonnée par Peggy Antrobus) avec le soutien des fondations Ford et Carnegie. Elle s'est soldée par la réalisation d'un film intitulé « World Feminists », qui fut projeté pendant la Conférence de Copenhague dans les espaces gérée par l'IWTC au Forum des ONG.

Organisé à Stony Point (New York) en avril 1980, un atelier complémentaire à celui de Bangkok débouche sur un document qui avance la définition « opérationnelle » d'un féminisme à dimension « globale ». Celui-ci est entendu comme une perspective politique transformatrice qui s'applique à tous les aspects de la vie humaine et prend en considération les facteurs entraînant la subordination des femmes tout comme l'engagement d'œuvrer à les abolir. Ainsi, si l'oppression des femmes est véhiculée par « la socialisation, les processus économiques, les cadres juridiques, l'éducation, l'emploi, la famille et les médias », ces mêmes ressorts devraient pouvoir être « saisis *par* les femmes pour créer la justice sociale et l'égalité dont elles ont besoin », via des stratégies réformistes ou révolutionnaires⁶⁰. Des références à ces ateliers, qui « démontrent que les femmes du tiers-monde et celle de l'Ouest peuvent trouver des points d'accord malgré leurs contextes différents⁶¹ », figurent dans de nombreux textes jusqu'au moment de la cristallisation de l'agenda des « droits humains des femmes » au début des années 1990 (voir *infra*).

L'IWTC propose au Forum de Copenhague des ateliers conçus et coordonnés par Charlotte Bunch et sa partenaire à l'époque, Shirley Castley. Ancienne collaboratrice d'Elizabeth Reid, cette dernière avait participé aux ateliers de Bangkok et Stony Point. Au sein de *Vivencia !*, le groupe International Feminist Networking invite le public à débattre du féminisme entendu comme « une perspective politique sur tous les aspects de la vie humaine ». Il fait référence à l'atelier de Bangkok et conteste la boutade prononcée par une conférencière selon laquelle « il est absurde de parler de féminisme à quelqu'un privé d'eau, de nourriture et d'abri⁶² ». Charlotte Bunch publie par la suite plusieurs textes pour asseoir sa perspective⁶³ et en débat à nouveau lors du Forum de Nairobi, dans le cadre d'un atelier sur le thème « Qu'est-ce que le féminisme ? » qu'elle anime en tant que responsable de l'International Feminist Networking Coordinating Project, auquel Roxanna Carrillo participe

⁶⁰ Charlotte Bunch, « Developing Strategies for the United Nations Decade for Women », p. 288.

⁶¹ *Developing Strategies for the Future. Feminist Perspectives. Report of the International Feminist Workshop Held at Stony Point, New York, April 20-25, 1980 ; Feminist Ideologies and Structures in the First Decade for Women. Report from the Bangkok Workshop Held June 23-30 1979*, International Women's Tribune Centre, 1980 (disponible dans la base *Women and Social Movements, International: 1840 to Present*), ici p. 5.

⁶² *Forum '80*, 23 juillet 1980, « The Media Image » (non signé), p. 5.

⁶³ Une partie d'entre elles se retrouvent dans Charlotte Bunch, *Passionate Politics...*, *op. cit.*

aussi⁶⁴.

Dans les milieux politico-bureaucratiques étatsuniens, d'autre part, les préparations de la Conférence de Nairobi privilégient une approche « dépolitisée » et cherchent à mettre en avant les éléments communs de l'expérience des femmes (*commonalities*)⁶⁵. Un document soumis à l'Agence étatsunienne de l'information (USIA) par le Comité consultatif national pour la préparation de la conférence envisage l'événement comme une occasion pour diffuser les valeurs culturelles du pays tout en faisant avancer ses objectifs de politique étrangère. Il répertorie également les efforts déployés pour éviter les tensions idéologiques : ainsi, des sessions de formation sont proposées aux futures participantes afin de les sensibiliser aux enjeux « interculturels », au moyen d'échanges avec des femmes ayant participé aux Conférences de Mexico et de Copenhague, de jeux de rôles et de la distribution de fiches synthétiques distinguant problèmes géopolitiques et questions « féminines » à proprement parler⁶⁶. Si les sources consultées ne permettent pas d'asseoir la parenté explicite de ces initiatives, la convergence entre les orientations de la politique étrangère étatsunienne et les initiatives militantes déployées avec l'aide des fondations dans le giron des conférences onusiennes est assez évidente.

« Is there any room for our Eastern European women⁶⁷? » Fin de partie post-guerre froide

La FDIIF, porte-voix de la perspective du « bloc de l'Est », n'est pas absente des forums militants de la Décennie mondiale des femmes, bien que les échos de ses activités ne soient pas retenus par les écrits ultérieurs sur l'histoire des conférences onusiennes. Ses représentantes organisent des ateliers sur les thèmes de la paix et du désarmement, elles affirment leur soutien aux luttes révolutionnaires et antiracistes, proposent des débats sur le travail, l'éducation et la santé des femmes et dressent un tableau élogieux (mais parfois nuancé) de l'État socialiste allié et soutien des femmes.

Ses leaders, des militantes de stature internationale⁶⁸, sont visibles dans les pages de

⁶⁴S. Martin et R. Seligman, « What is Feminism? », *Forum* '85, 18 juillet 1985, p. 2.

⁶⁵*Looking to the Future. Equal Partnership between Women and Men in the 21st Century*, Women, Public Policy and Development Project, Humphrey Institute of Public Affairs, University of Minnesota, 1983, p. 6 (*Women and Social Movements, International: 1840 to Present*).

⁶⁶*The Challenge of Nairobi. Learning from the Past to Build a Better Future, The Report of the National Consultative Committee: Planning for Nairobi, March 1985* (*Women and Social Movements, International: 1840 to Present*.)

⁶⁷Lettre de Julie Mertus à Charlotte Bunch, 21 septembre 1994, Special Collections and University Archives, Alexander Library, Rutgers University, New Brunswick, Center for Women's Global Leadership Papers, Beijing 1995, boîte 4.

⁶⁸Quelques trajectoires sont restituées dans Francisca de Haan (dir.), *The Palgrave Handbook of Communist Women Activists Around the World*, op. cit. et dans Kristen Ghodsee, *Second World, Second Sex...*, op. cit.

Forum '80 et Forum '85, à l'instar de l'Argentine Fanny Edelman, de l'Australienne Freda Brown et de la Finnoise Mirjam Vire-Tuominen, aux côtés de Vilma Espín (présidente de la Fédération des femmes cubaines), Elena Lagadinova (présidente du Comité des femmes bulgares et rapporteure générale de la Conférence de Nairobi), ou encore Valentina Terechkova, présidente du Comité des femmes soviétiques et première femme à avoir effectué un vol spatial (1963).

Ce sont par ailleurs toujours les représentantes de la FDIF qui proposent qu'une quatrième conférence se tienne avant l'an 2000 et qui plaident pour la collection systématique de données statistiques et de mesures juridiques par pays afin de déterminer concrètement les avancées de la situation des femmes depuis 1975⁶⁹. Enfin, les travaux récemment consacrés à la FDIF et aux femmes communistes engagées à l'international y voient des avant-gardistes de la pensée sur les rapports de domination imbriqués. L'historienne Francisca de Haan explique ainsi qu'elles « entendaient l'oppression des femmes de manière intersectionnelle » et qu'elles luttaient pour les droits politiques, sociaux et économiques des femmes, à la différence des féministes libérales qui se concentraient à cette époque-là sur l'égalité de genre dans un sens plus étroit⁷⁰.

Après le tournant des années 1990 et la fin de la guerre froide, la mémoire du « féminisme global » évacue toute cette histoire intellectuelle et militante, ainsi que les divergences idéologiques qui avaient traversé les arènes internationales pendant les décennies précédentes. Au nom du manque d'autonomie politique des citoyennes des États socialistes autoritaires, le discours qui s'impose alors est celui de la fin de l'« isolement » des femmes est-européennes, désormais à même de prendre part à des solidarités féministes qui avaient été « hors de leur portée⁷¹ » par le passé.

L'amélioration des relations américano-soviétiques durant la *perestroïka* a ouvert la voie à plusieurs rencontres consacrées au désarmement et des visites de femmes étaient encouragées dans les deux sens, au titre d'une « diplomatie citoyenne » conduite à la fin de la décennie 1980 par des associations étatsuniennes d'orientation conservatrice qui œuvraient à

⁶⁹À titre de comparaison, les questionnaires diffusés par l'IWTC à l'intention de leurs partenaires du tiers-monde s'intéressent particulièrement au nombre de membres des organisations et au contenu détaillé des activités entreprises localement. Sous le leadership d'Arvonne Fraser, International Women's Rights Action Watch s'attèle à surveiller la mise en application de la CEDAW par pays après la Conférence de Nairobi (pour plus de détails, voir Ioana Cîrstocea, « "Global Feminism" as a Transnational Assemblage... », art. cité).

⁷⁰Francisca de Haan, « Introduction. Toward a Global History of Communist Women », in Francisca de Haan (dir.), *The Palgrave Handbook of Communist Women Activists Around the World*, op. cit., p. 1-30 (ici p. 2).

⁷¹« Fostering the Participation of Women from East and Central Europe and the Former Soviet Union: Beijing 1995 », document de candidature pour les subventions de la Fondation Soros déposé par Network of East-West Women avec le soutien du Center for Women's Global Leadership (Schlesinger Library, Radcliffe Institute, Harvard University, Charlotte Bunch Papers, MC 708, boîte 91, dossier 2).

la détente en défendant la paix comme valeur attachée à la féminité⁷². Cette tendance n'est d'ailleurs pas absente au forum de Nairobi, où une « Tente de la Paix » a accueilli des échanges sur des questions géopolitiques⁷³. Les calendriers des manifestations internationales qui circulent avant la chute de l'URSS indiquent la perspective d'un sommet bilatéral entre les États-Unis et l'Union soviétique sur le thème des droits humains : il aurait dû avoir lieu en 1993, des organisations non gouvernementales occidentales ayant proclamé les années 1991-2001 « Décennie de l'éducation aux droits humains⁷⁴ ».

C'est finalement la conférence mondiale tenue à Vienne en 1993 qui rattache les droits des femmes à ce référentiel, suite à la mobilisation lancée par Charlotte Bunch depuis le CWGL. Conçu comme « catalyseur interculturel », ce centre s'établit en 1989⁷⁵. Il consacre sa première année à l'élaboration d'un plan d'activités et organise en 1990 des ateliers internationaux de formation au leadership (*women's leadership institutes*), avant d'entamer une campagne contre les violences de genre et une pétition pour les dénoncer dans les termes du droit humanitaire international. Charlotte Bunch publie dans *Human Rights Quarterly* en 1990 un article qui propose le concept de « droits humains des femmes » comme support d'une stratégie féministe à dimension universelle et « globale⁷⁶ ».

Si les droits humains sont une référence ancienne et légitime, inscrite dans la Charte des Nations unies depuis sa création, il convient de souligner que sa signification n'a pas été stable et univoque pendant la période de la guerre froide. En témoigne, d'une part, son usage pour condamner les régimes autoritaires – en particulier communistes – dans le cadre de la politique étrangère des États-Unis après les Accords de Helsinki (1975), et, d'autre part, sa mobilisation pour dénoncer l'impérialisme, le racisme et la domination économique par des

⁷²David Foglesong, « How American and Soviet Women Transcended Cold War », *Diplomatic History*, vol. 46, n° 3, 2022, p. 527-548.

⁷³N. Hijab, « A Source of Peace », *Forum '85*, 11 juillet 1985, p. 8 (entre autres). Ce lieu permet la tenue d'échanges informels sur des questions géopolitiques qui polarisaient les positions lors de la conférence gouvernementale (entre autres : le sionisme, l'apartheid, la révolution iranienne) ; cf. Arvonne S. Fraser et Irene Tinker (dir.), *Developing Power...*, *op. cit.*, p. xxvi).

⁷⁴Des références à un tel calendrier apparaissent dans les documents conservés par le CWGL, qui retiennent notamment les rôles d'Amnesty International et de Human Rights Watch.

⁷⁵Dirigé par Charlotte Bunch, le comité de coordination du centre comprend, entre autres, Roxanna Carrillo et Peggy Antrobus, déjà évoquées ici, cf. *Women's Leadership Institute Report, Women, Violence and Human Rights*, CWGL, Douglas College, Rutgers University, 1991. À la page 58, ce document fait référence à l'atelier de Bangkok 1979 et à la définition du féminisme qui y avait été proposée. Considérée comme « transversale aux lignes de classe, race, âge et ethnicité » (p. 8), la question des violences contre les femmes, qui est par ailleurs un thème acceptable pour le gouvernement étatsunien conservateur de l'époque, fait l'objet en février 1989 d'une résolution du Comité CEDAW de l'ONU qui invite les États à faire état de leur législation en la matière.

⁷⁶Charlotte Bunch, « Women's Rights Are Human Rights: Towards a Revision of Human Rights », *Human Rights Quarterly*, vol. 12, n° 4, 1990, p. 486-498. Le texte fait référence jusqu'à aujourd'hui et comptait 1 443 citations dans la base JSTOR le 16 septembre 2024.

acteurs basés dans les pays décolonisés⁷⁷. Des travaux de recherche ont d'ailleurs relevé la tension constante, au sein des organisations internationales, entre l'acceptation libérale de la notion, qui met en avant les droits individuels et celle, privilégiée en contexte socialiste et du tiers-monde, qui proclame le caractère indivisible des droits politiques, économiques et sociaux et souligne le rôle des dispositifs étatiques dans la redistribution des richesses⁷⁸.

Lancée en 1990 aux États-Unis, la campagne pour dénoncer les violences à l'égard des femmes comme des violations de leurs droits humains privilégie l'acceptation libérale, centrée sur le caractère individuel des droits. Un « tribunal global » s'est tenu dans son sillage lors de la Conférence de Vienne en 1993, suivi par des audiences aux Conférences du Caire (1994) et de Copenhague (1995) et par un second tribunal à la Conférence de Pékin. Appuyé par des professionnels de la communication et bénéficiant du soutien des grandes fondations (notamment Ford), ce nouveau mouvement international aspire à faire converger dans un concept « universel et holiste » deux courants idéologiques opposés par le passé dans les arènes onusiennes, à savoir la tendance « droits des femmes », anciennement portée par l'internationalisme communiste, et la tendance « femmes dans le développement », traditionnellement promue depuis les agences occidentales de coopération au titre des programmes WID⁷⁹. Il englobe les anciens pays socialistes d'Europe de l'Est sous un angle particulier, très restreint et strictement contemporain, à savoir les conflits armés en Yougoslavie et les entraves au droit à l'avortement obtenues par l'Église catholique en Pologne.

Au début de la décennie 1990, une nouvelle génération de militantes s'organise à l'échelle est-européenne avec le concours du réseau transatlantique Network of East-West Women (NEWW)⁸⁰. En rupture avec les structures rattachées aux États socialistes et à la FDIF, de jeunes Est-européennes éduquées et professionnalisées dans les métiers culturels,

⁷⁷Nicolas Guilhot, *The Democracy Makers. Human Rights and International Order*, New York, Columbia University Press, 2005 ; Sarah Snyder, *Human Rights Activism and the End of the Cold War. A Transnational History of the Helsinki Network*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011 ; Sylvanna M. Falcón, *Power Interrupted. Antiracist and Feminist Activism inside the United Nations*, Seattle, University of Washington Press, 2016 ; Raluca Grosescu et Ned Richardson Little (dir.), « The Socialist World and Post-War International Criminal and Humanitarian Law », dossier thématique, *Journal of the History of International Law*, n° 2, 2019 ; voir aussi, pour une période plus ancienne, Katherine M. Marino, *Feminism for the Americas: The Making of an International Human Rights Movement*, Chapel Hill, The University of North-Carolina Press, 2019 ; Rebecca Adami, *Women and the Universal Declaration of Human Rights*, Londres, Routledge, 2019. Voir aussi Rebecca Adami, *Women and the UN : A New History of Women's International Human Rights*, Londres, Routledge, 2022.

⁷⁸Sandrine Kott, *Organiser le monde...*, op. cit.

⁷⁹Niamh Reilly (dir.), *Whithout Reservation: The Beijing Tribunal on Accountability for Women's Human Rights*, CWGL, Douglas College, Rutgers University, 1996, p. 12.

⁸⁰Ioana Cîrstocea, *La fin de la femme rouge ? Fabriques transnationales du genre après la chute du Mur*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019.

dotées de ressources internationales et, pour certaines, de dispositions anticomunistes, surfent sur la vague de la libéralisation post-autoritaire et s'affirment comme porte-paroles d'un courant féministe à vocation experte mobilisant le concept de « genre ». Faisant table rase du répertoire historiquement et localement construit de la « question femme » promue sous les régimes autoritaires, elles investissent les vocabulaires et les préoccupations globalement consacrés, fondent des programmes académiques de *women's and gender studies* et animent des organisations non gouvernementales ; les thématiques sur lesquelles elles travaillent sont priorisées par les bailleurs de fonds qui rendent possible leur activisme rapidement professionnalisé.

Les archives que j'ai consultées gardent les traces de l'entrée de ces « pionnières » féministes est-européennes dans le giron des activités conduites depuis le CWGL. Charlotte Bunch intègre en 1993 le comité de coordination du NEWW et engage ses interlocutrices à participer aux activités de préparation de la Conférence de Pékin, les enjoignant à structurer leur « agenda ». Il s'agit de positions communes autour de priorités comme la violence à l'encontre des femmes, la santé sexuelle et reproductive, la question des réfugiés, le droit des femmes à l'éducation, les droits politiques et économiques. Précisons-que, dans le cadre de ces préparations – qui sont de grands rassemblements bureaucratiques organisés par « régions » – les anciens pays socialistes sont désormais regroupés avec les États libéraux d'Europe et d'Amérique du Nord. Si elles participent en nombre relativement important aux réunions⁸¹, les féministes est-européennes ne parviennent pas à avoir voix au chapitre : en tant que ressortissantes d'anciens pays socialistes, dotées donc d'un vécu spécifique de la politisation des inégalités de genre, leur représentation n'est pas envisagée. Elles sont, ainsi, censées se ranger aux préoccupations formulées « depuis New York⁸² », alors que l'activisme transnational animé par le NEWW donne pourtant lieu à une prise de conscience de leur condition commune de « perdantes » de la libéralisation. C'est à la Conférence de Pékin que les Est-européennes dénoncent dans un document intitulé *Statement from Non Region* l'invisibilisation de leur histoire et de leur expérience, en s'imposant à la dernière minute dans un programme qui n'avait pas prévu une telle prise de position.

Le « féminisme global » que l'ONU consacre en reconnaissant les « droits humains des femmes » n'inclut pas l'émancipation des femmes par les États socialistes, dont le modèle est

⁸¹Smith College, Special Collections, Sophia Smith Collection, International Women's Tribune Centre Records, SSC-MS-00373, Box 75, « Vienna Austria Meeting Participants, October 1994 ». Aussi : Special Collections and University Archives, Alexander Library, Rutgers University, Center for Women's Global Leadership Papers, Beijing 1995, Box 4.

⁸²Lettre citée de Julie Mertus à Charlotte Bunch.

à ce moment-là délégitimé. Après la Conférence de Pékin, la critique contre-hégémonique des Est-européennes est canalisée et « contenue » entre autres dans le cadre du Network Women's Program ouvert en 1997 au sein de la Fondation Soros, où l'alignement sur des préoccupations « globales » est parachevé⁸³. En témoigne la carrière d'une de ses coordonnatrices, une économiste originaire de Russie, corédactrice du *Statement* cité, devenue ensuite responsable de programmes à ONU Femmes et membre des comités de plusieurs ONG internationales.

À la lumière des éléments restitués ici, il apparaît que la guerre froide et la conceptualisation conflictuelle des questions sociales ont considérablement pesé sur la formulation des normes internationales d'égalité de genre. Si c'est l'activisme des États socialistes qui a longtemps soutenu le processus d'élaboration du référentiel onusien en la matière, les mots d'ordre libéraux deviennent dominants après la défaite du « bloc de l'Est ». Toute éphémère qu'elle soit, la contestation par les Est-européennes de l'homogénéité du sujet politique des luttes pour les droits des femmes révèle la dimension proprement inégalitaire d'un féminisme à visée hégémonique construit dans le conflit, qui s'est affirmé pleinement au début de la décennie 1990 dans un contexte géopolitique dont il ne peut être dissocié⁸⁴. Le langage des « droits humains des femmes » permet l'affichage de la « sororité mondiale » tout en effaçant les références idéologiques historiquement construites en contexte socialiste et en occultant les innombrables formes de contestation de l'ordre capitaliste et des déséquilibres socioéconomiques internationaux*.

Autrice

Ioana Cîrstocea est sociologue, directrice de recherche au CNRS, membre du Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP, CNRS-EHESS-Université Paris

⁸³La continuité des façons de faire entre les fondations Ford et Soros passe, entre autres, par les carrières de certains personnels engagés sur des questions de genre (voir Ioana Cîrstocea, *La fin de la femme rouge ?...*, *op. cit.*, chap. 5).

⁸⁴Voir aussi Magdalena Grabowska, « Bringing the Second World in: Conservative Revolution(s), Socialist Legacies, and Transnational Silences in the Trajectories of Polish Feminism », *Signs. Journal of Women in Culture and Society*, vol. 37, n° 2, 2012, p. 385-411 ; Magdalena Grabowska, « From Soviet Feminism to the European Union. Transnational Women's Movements between East and West », in Katalin Fábíán, Janet Elise Johnson, Mara Lazda (dir.), *The Routledge Handbook of Gender in Central-Eastern Europe and Eurasia*, New York, Routledge, 2021, p. 145-152.

*Je remercie les coordinatrices du dossier thématique ainsi que deux collègues qui ont évalué ce texte anonymement pour leurs commentaires et questions.

Panthéon Sorbonne) et du Centre français de recherche en sciences sociales (CEFRES), à Prague. Ses travaux portent sur la sociogenèse de l'expertise en genre, la libéralisation des universités dans les pays post-socialistes d'Europe de l'Est, la production des savoirs sur le post-socialisme, la transnationalisation des répertoires féministes et la fabrique des normes d'égalité des sexes promues par les organismes internationaux depuis la fin de la guerre froide.

Author

Ioana Cîrstocea is a sociologist, senior researcher at the French National Center for Scientific Research (CNRS), member of the European Centre for Sociology and Political Science (CESSP, Paris) and of the French Research Center in Social Sciences (CEFRES), Prague. Her work focuses on topics such as the liberalisation of higher education in the former socialist states and the genesis of gender expertise in Eastern Europe; the social production of knowledge about (post-)socialism; the transnational building of feminist thinking; the social production and the situated usages of gender-equality norms promoted by international organisations since the end of the Cold War.

Résumé

Se concentrant sur les interactions entre mouvements des femmes et institutions, cet article revisite les conditions de structuration d'un féminisme à vocation « globale » autour de quatre conférences mondiales sur les femmes organisées par l'ONU de 1975 à 1995. Couramment envisagé comme un *continuum*, cet intervalle chronologique englobe la fin de la guerre froide, une confrontation idéologique qui se manifestait entre autres par des politisations divergentes du genre. L'emprise du contexte géopolitique sur les pratiques attachées à l'internationalisme des droits des femmes est restituée au gré d'une enquête multi-située qui porte sur les carrières, les discours et les ressources d'actrices et organisations basées aux États-Unis, qui ont orchestré des mobilisations transnationales depuis 1975. Si elles ont légitimé des mots d'ordre comme les « droits humains des femmes » et le *gender mainstreaming*, qui ont aujourd'hui une portée universelle, celles-ci effacent l'histoire et l'expérience des politiques, institutions et solidarités internationales promues par les États socialistes.

Abstract

By focusing on interactions between women's movements and institutions, this article

considers the structuring of « global » feminist repertoires within four world conferences on women organized by the UN between 1975 and 1995. Commonly seen as a continuum, this chronological frame encompasses the end of the Cold War, an ideological confrontation based, among others, on divergent framings of gender issues. The paper tackles the divided context's grip on women's rights internationalism through a multi-sited sociological investigation centered on the careers, discourses and resources of US-based individuals and organizations which called for global feminist mobilizations after 1975. While legitimizing watchwords such as "women's human rights" and "gender mainstreaming" that are nowadays the main tools of UN gender politics, they also erased the history and the experience of norms, institutions and cross-border solidarities promoted by the socialist states.